

Un cycle de hausse des prix du pétrole et du gaz nous a tirés d'affaire in extremis et permis miraculeusement de nous désendetter, mais tout de suite après nos dirigeants mal éclairés ont renoué avec leurs anciennes et mauvaises habitudes : populisme effréné, effacement des dettes des entreprises publiques déficitaires et des agriculteurs pour éviter la grogne des travailleurs, recapitalisation des banques publiques, engloutissement de centaines de milliards de dollars dans des politiques sociales sans discernement, détournement de sommes faramineuses au titre de la corruption, dons capricieux à des pays «amis» et j'en passe...

On a effacé et recommencé avec les mêmes hommes et les mêmes idées, alors que le monde a profondément changé entretemps. Ceux qui ont commis les erreurs inaugurales de 1962 président toujours et en toute «souveraineté» à celles de 2016. Ce n'est pas normal, ce fait à lui seul montre combien la vraie nation reste pour nous un idéal lointain et que nous sommes plus près de sombrer dans le chaos suicidaire que de le réaliser. Sauf à surmonter nos défauts rédhibitoires car nous ne sommes pas un peuple qui, comme les autres, a des défauts : nous sommes des défauts faits peuple.

Il y a quelques jours, le FMI publiait une note sur les perspectives financières de quelques pays pétroliers où il est affirmé que notre pays devra, d'ici la fin de l'année en cours, retourner sur le marché des crédits. Cette prévision concorde avec les conclusions de la dernière tripartite où autorités et partenaires socioéconomiques ont convenu que le «nouveau modèle économique» en cours d'élaboration reposera sur l'amplification de l'endettement intérieur et la recherche de crédits extérieurs «préférentiels», comme si on avait le loisir de faire la fine bouche devant un riche étalage de sources de financement.

La norme universelle en matière de déficit budgétaire est de 3% du PIB ; la nôtre a déjà dépassé les 15%.

Recourir dès cette année à l'endettement extérieur en utilisant les réserves de change comme garantie nous donnera un peu de répit, un sursis de deux ou trois années, mais il ne nous ne sauvera pas du choc frontal avec la cessation de paiement, autrement dit le moment où nous ne pourrions plus financer les importations et les dépenses de fonctionnement de l'appareil étatique et de sa principale composante,

***Nous serons obligés d'hypothéquer ou de vendre des puits de pétrole ou des gisements de gaz naturel ou de schiste, de donner des terres agricoles en concession, d'accorder des permis de pêche, etc., sans que cela nous rapporte les 40 milliards de dollars par an nécessaires à notre survie. Nous ne poserons plus aucune condition à personne, ni règle 51/49, «wala houm yahzanoun». Et comme cela ne suffira pas, nous sommes condamnés à retourner au mode de vie des années cinquante sous la colonisation.***

les salaires, avec nos ressources endogènes. Quelles institutions multilatérales, quelles banques, quels fournisseurs de biens ou de services vont nous consentir des crédits de l'ordre de 40 milliards de dollars la première année, 50 la deuxième, 60 la troisième et ainsi de suite...? Les marchés financiers vont-ils nous ouvrir leurs coffres-forts en nous priant de nous servir par égard à notre qualité de «peuple des miracles» ? En contrepartie de quoi ? Que nous rembourserions avec quoi ?

Avons-nous des îles qu'on pourrait mettre en vente comme on l'a demandé à la Grèce quand elle est tombée en cessation de paiement il y a quelques années ? Les Grecs sont les héritiers d'une culture

qui est à la base de la civilisation occidentale et c'est à eux qu'a été appliqué pour la première fois le qualificatif de «miracle» (le miracle grec) pour saluer le génie de ce peuple qui a tout inventé : la philosophie, les sciences, les sports, l'art, la démocratie, alors que nous n'avons même pas inventé le manche à balai dont avaient besoin nos grands-mères pour balayer dans la station debout car nos valeureux «argaz», tout à leur virilité, n'y avaient pas songé. Quelques dizaines de milliers d'habitants dispersés sur un

confetti d'îlots ont créé, non pas une nation, mais une des plus brillantes civilisations de l'histoire humaine.

Aujourd'hui ils sont onze millions de citoyens en voie de sous-développement parce qu'ils ont vécu au-dessus de leurs moyens et que leur économie est largement souterraine, quoique moins que la nôtre. On ne nous recevra pas sur les places financières en bienvenus mais on nous toisera comme des mendiants enguenillés mais arrogants ; on nous soumettra à des conditions drastiques auxquelles nous serons forcés de nous plier, à des plans d'austérité et d'ajustement structurel qui dégraisseront l'administration, les entreprises publiques et privées et laminont le

pouvoir d'achat populaire. Nous serons obligés d'hypothéquer ou de vendre des puits de pétrole ou des gisements de gaz naturel ou de schiste, de donner des terres agricoles en concession, d'accorder des permis de pêche, etc., sans que cela nous rapporte les 40 milliards de dollars par an nécessaires à notre survie. Nous ne poserons plus aucune condition à personne, ni règle 51/49, «wala houm yahzanoun».

Et comme cela ne suffira pas, nous sommes condamnés à retourner au mode de vie des années cinquante sous la colonisation. S'il manquait une formule pour décrire le sentiment de panique qui a commencé à gagner les hautes sphères de l'Etat où siège l'esprit du douar et qui explique notamment le dernier remaniement ministériel, Sellal l'a trouvée : «Dabrou raskoum !» (Débrouillez-vous !). Ce qu'il n' imagine peut-être pas, c'est que ce sera plutôt «tag âla man tag» car comme le dit le proverbe : «Ventre affamé n'a point d'oreilles.» Sur ces entrefaites, un malheur en liaison avec le réchauffement climatique ou un gros tremblement de terre pourrait encore s'abattre sur nous, compliquant les choses.

Ce qui est difficile, ce n'est pas de concevoir des solutions mais de les appliquer à un milieu hétérogène culturellement et réfractaire politiquement. Ce que l'islamiste voudra, le démocrate le refusera et vice-versa. Autrement, elles sont dans le simple remplacement des insuffisances caractérisant une fausse nation, décrites ici et la semaine dernière, par les conditions à réunir que je viens d'esquisser.

Une nation c'est les morts, les vivants et ceux qui ne sont pas encore nés. C'est un passé, un présent et un avenir. Le présent résulte du passé et détermine à son tour l'avenir. Avec quoi se désendetteront les générations auxquelles nous allons laisser une dette colossale ?

N. B.